

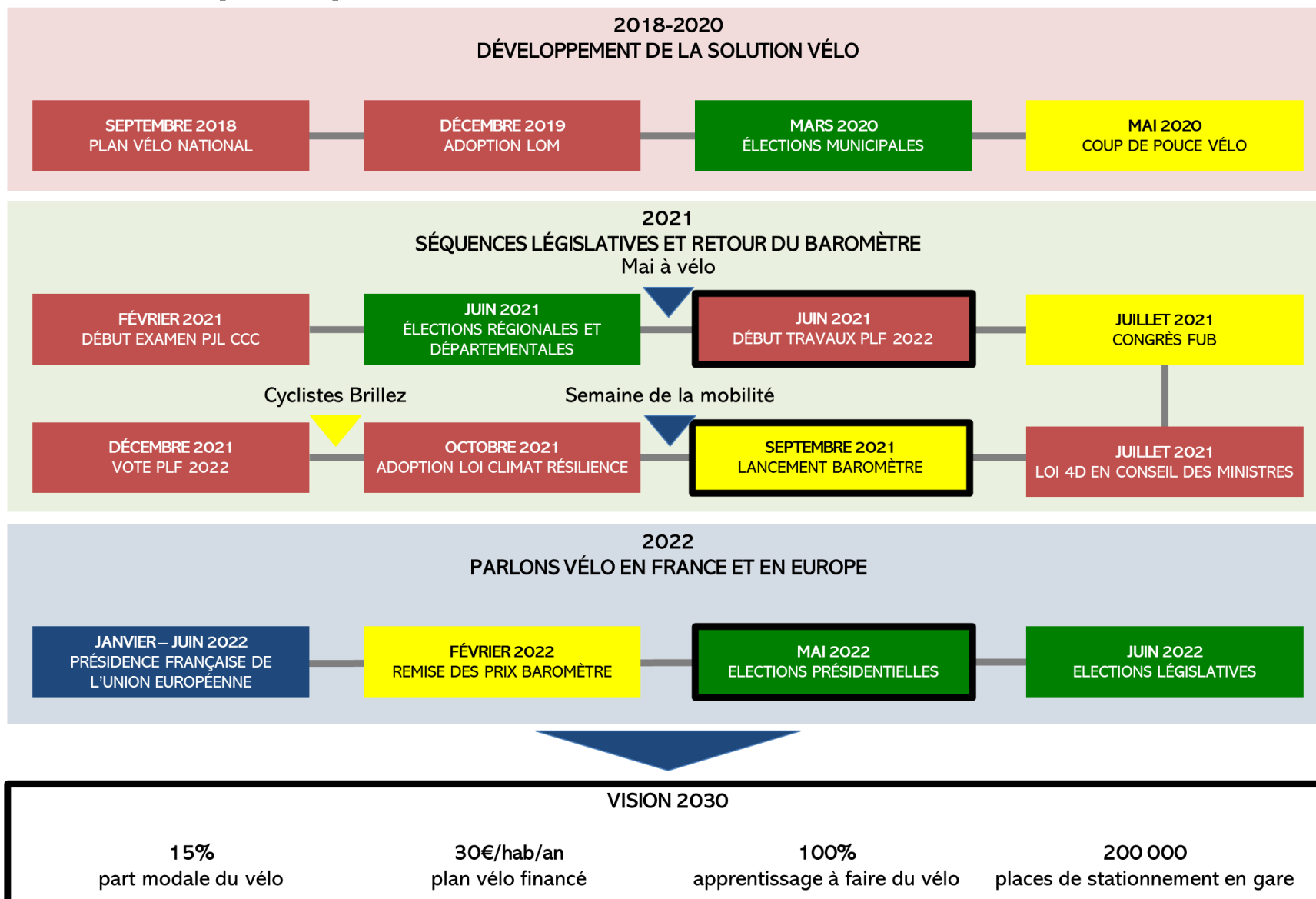


Webinaire – Loi climat et résilience

27/04/2021



Calendrier politique



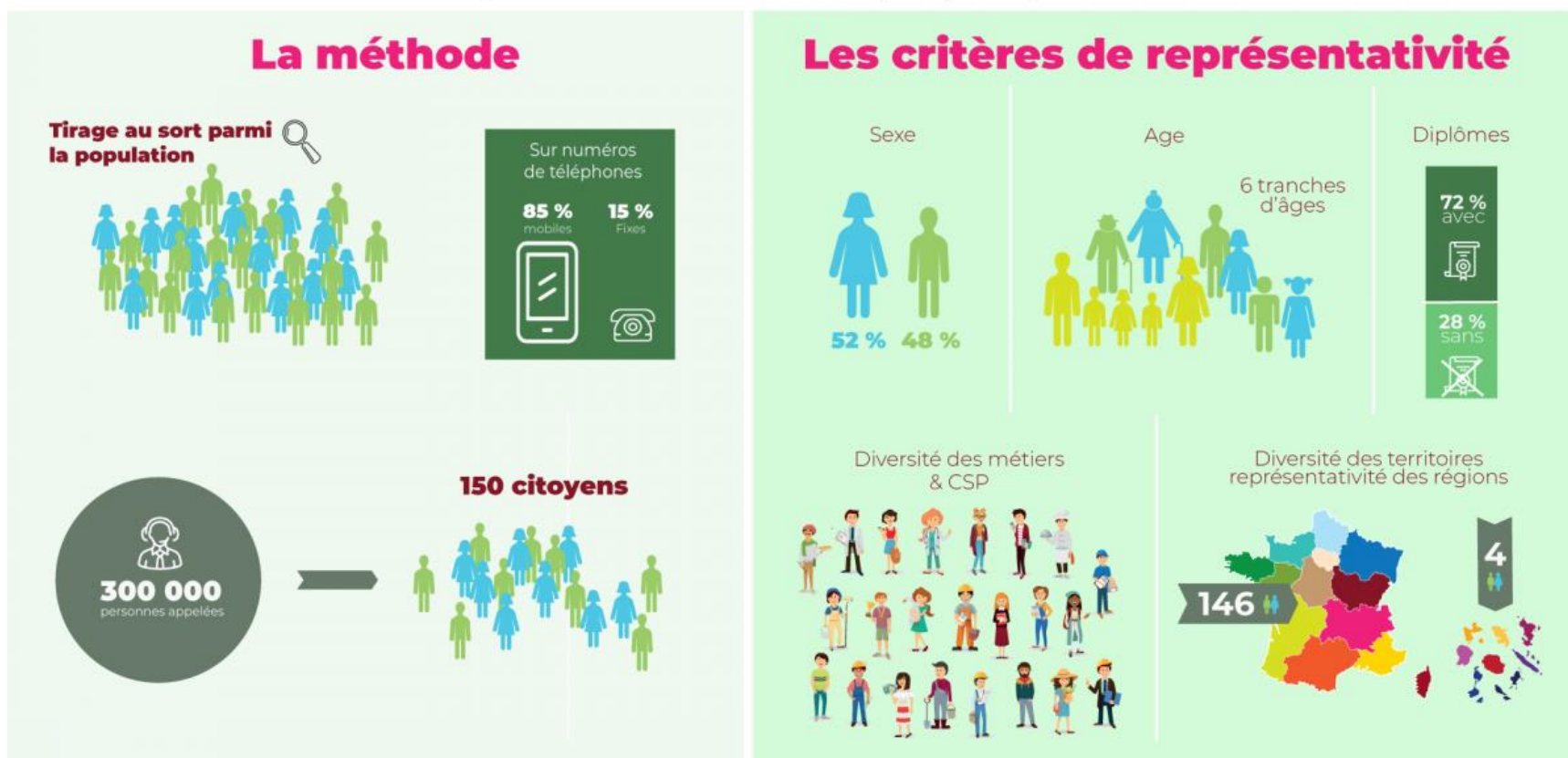
Chapitre I : 150 citoyennes et citoyens qui s'emparent de la solution vélo

La Convention Citoyenne pour le Climat (1/3)

UNE MÉTHODE INÉDITE DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Convention citoyenne pour le climat

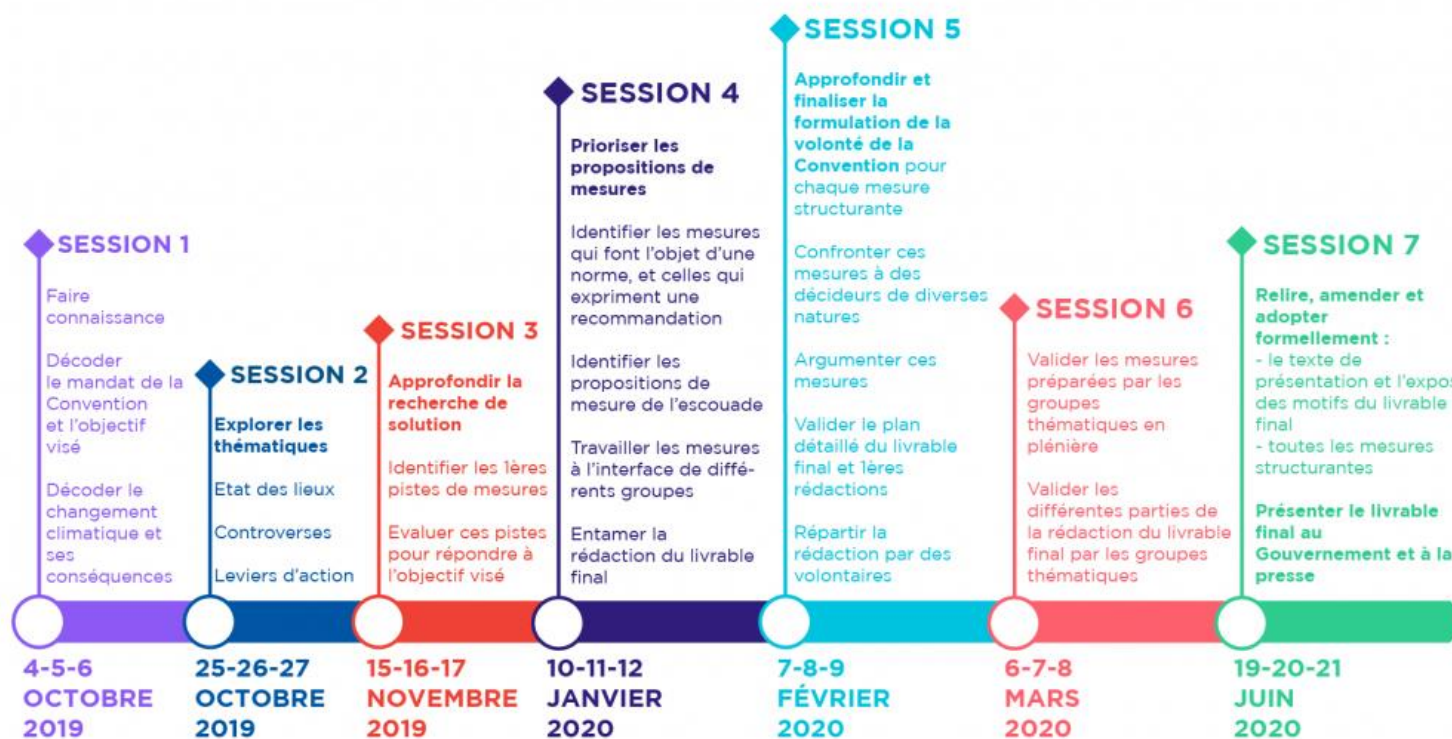
Quel mode de sélection des citoyens participants ?



La Convention Citoyenne pour le Climat (2/3)

UN CALENDRIER DE TRAVAIL ASSURANT L'OBJECTIVITÉ DE LEURS CONCLUSIONS

Objectif de la Convention citoyenne sur le climat :
Proposer des mesures pour réduire d'au moins 40% les émissions des Gaz à Effet de Serre d'ici 2030 dans une logique de justice sociale



La Convention Citoyenne pour le Climat (3/3)

UN RAPPORT FINAL COMPORTANT 149 PROPOSITIONS



Des propositions en faveur du système vélo

Spécial
#LoiClimat

La bicyclette est quasi absente
du projet de loi (climat)



Pourtant les citoyens en parlaient souvent et avaient notamment fait 4 propositions concrètes pour favoriser la mobilité vélo



Chapitre II : un projet de loi du Gouvernement muet sur le vélo

LOI CLIMAT ET RÉSILIENCE



Réception du projet de loi : un mot absent

Projet de loi n° 3875 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

vélo

0/0

4



N° 3875 rectifié

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUINZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 10 février 2021.

PROJET DE LOI

portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

1 (Procédure accélérée)

2 (Renvoyé à une commission spéciale.)

3 > TITRE III SE DÉPLACER

> **Chapitre I^{er}** Promouvoir les alternatives à la voiture individuelle et la transition vers un parc de véhicules plus respectueux de l'environnement

Article 25, Article 26, Article 27, Article 28 et

Article 29

> **Chapitre II** Améliorer le transport routier de marchandises et réduire ses émissions

Article 30, Article 31, Article 32 et Article 33

> **Chapitre III** Mieux associer les habitants aux actions des autorités organisatrices de la mobilité

Article 34

> **Chapitre IV** Limiter les émissions du transport aérien et favoriser l'intermodalité entre le train et l'avion

Article 35, Article 36, Article 37 et Article 38

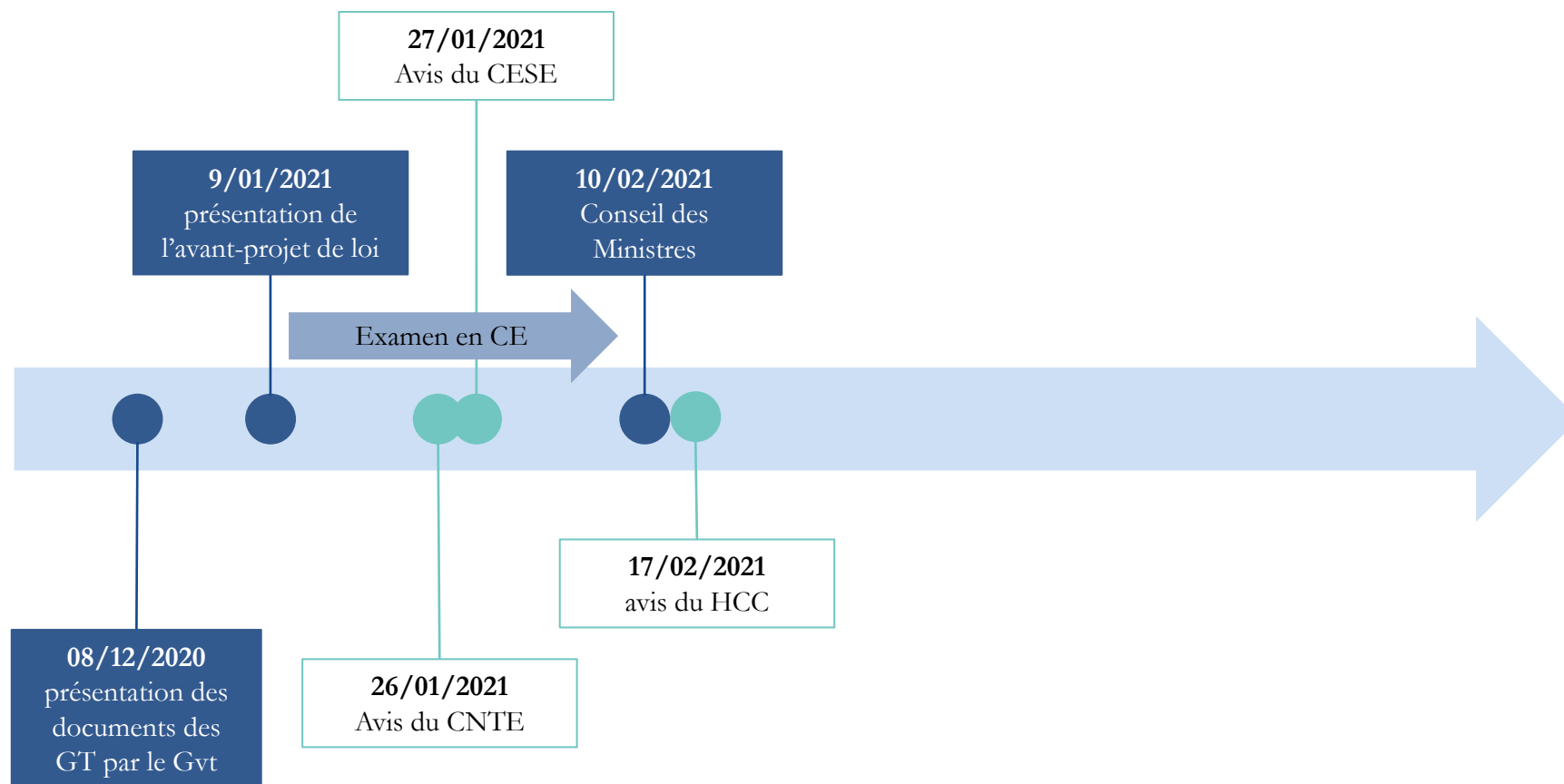
> TITRE IV SE LOGER

> **Chapitre I^{er}** Rénover les bâtiments

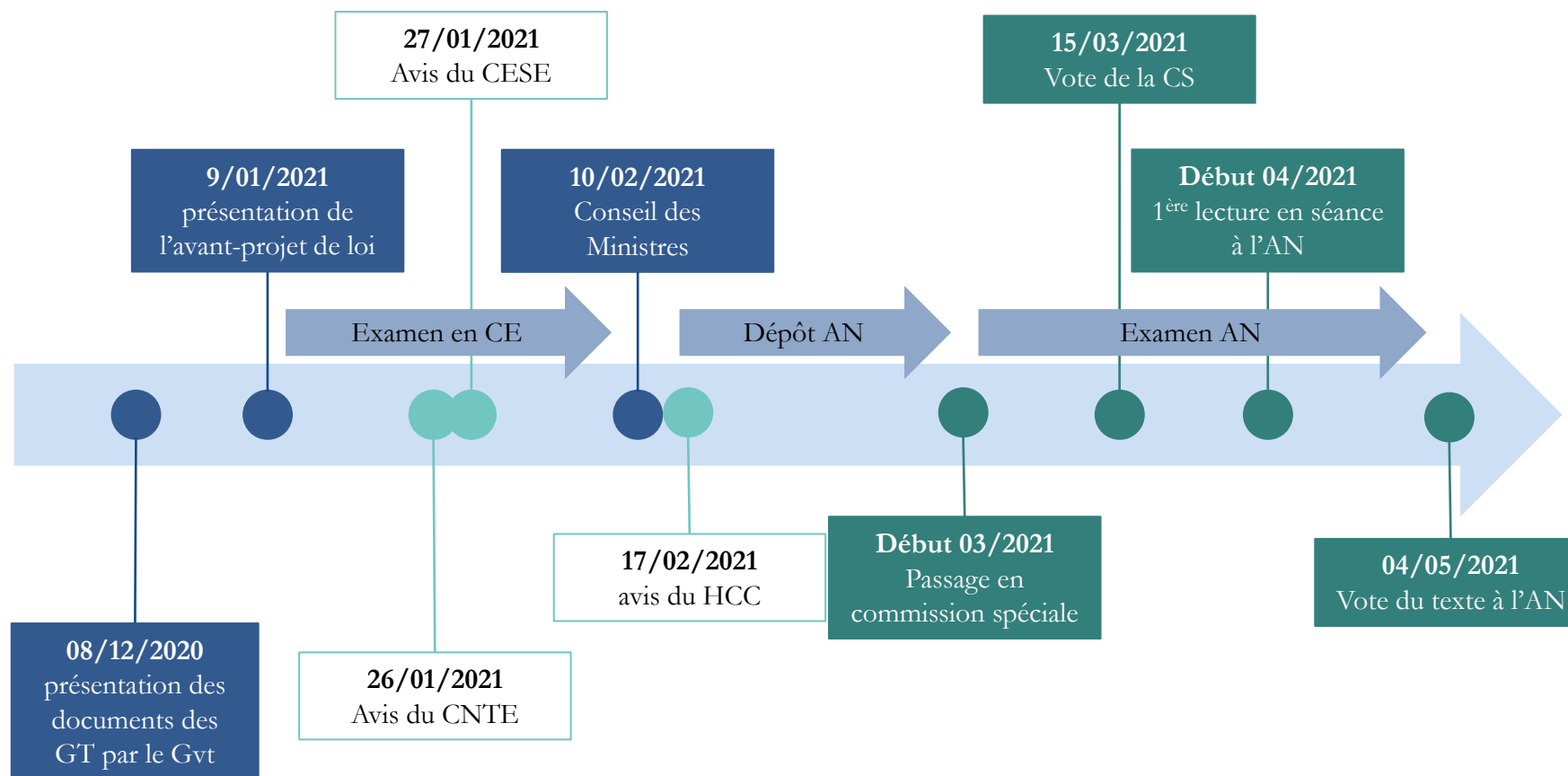
Article 39, Article 40, Article 41, Article 42, Article 43

- 1 1 seule lecture par les deux chambres avant la procédure de conciliation avec avis définitif de l'AN
- 2 Commissions développement durable, affaires éco, lois, finances, aff. culturelles, aff. Sociales, défense
- 3 13 articles portant sur les mobilités regroupés au sein du titre se déplacer
- 4 Aucune mention du mot vélo

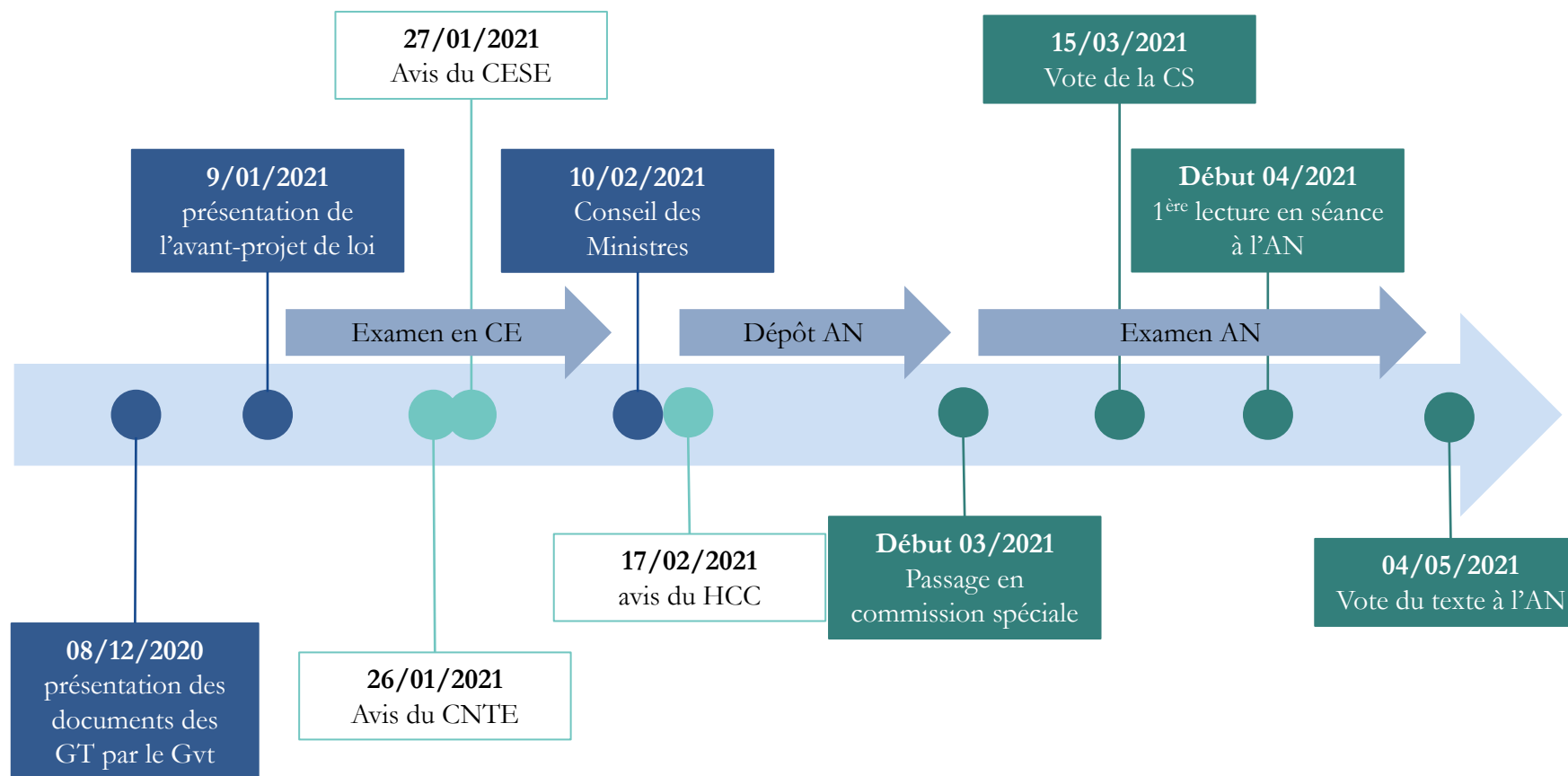
Un calendrier d'examen du texte serré – Séquence initiale du Gvt



Un calendrier d'examen du texte serré – Examen rapide à l'AN



Un calendrier d'examen du texte serré – Procédure accélérée



Suite de la procédure accélérée (1 seule lecture/ chambre) :

- **MAI/JUIN** – Commission au Sénat puis séance publique au Sénat – VOTE
- **ÉTÉ** – si désaccord : ouverture d'une procédure de conciliation, la Commission Mixte Paritaire (CMP)
- **SEPTEMBRE/OCTOBRE** – si échec de la CMP, nouvelle lecture devant l'Assemblée Nationale avec vote définitif
- **AUTOMNE** – promulgation de la loi

Chapitre III : une mobilisation exceptionnelle de la FUB

Priorisation des thèmes de plaidoyer – travail du GT plaidoyer

	MESURES	OBJECTIFS	
		DÉBAT(1)	ENGAGEMENT(2)
Pragmatiques et immédiates	Fonds vélo porté à 30€/habitant (500m€ Etat)	PJL CCC	PLF
	Forfait mobilités durables	PJL CCC	PJL CCC ou PLF
	Savoir rouler à vélo	QAG ou PJL CCC	PLF
	Circulation des véhicules lourds	PJL CCC	Décret ou présidentielles
Prospectives	Ville apaisée, ville 30	PJL CCC	Règlement ou présidentielles
	Prime à la mobilité durable	PJL CCC	PLF

MULTIPLIER LES GAINS RAPIDES ET PRÉPARER LE TERRAIN POUR 2022

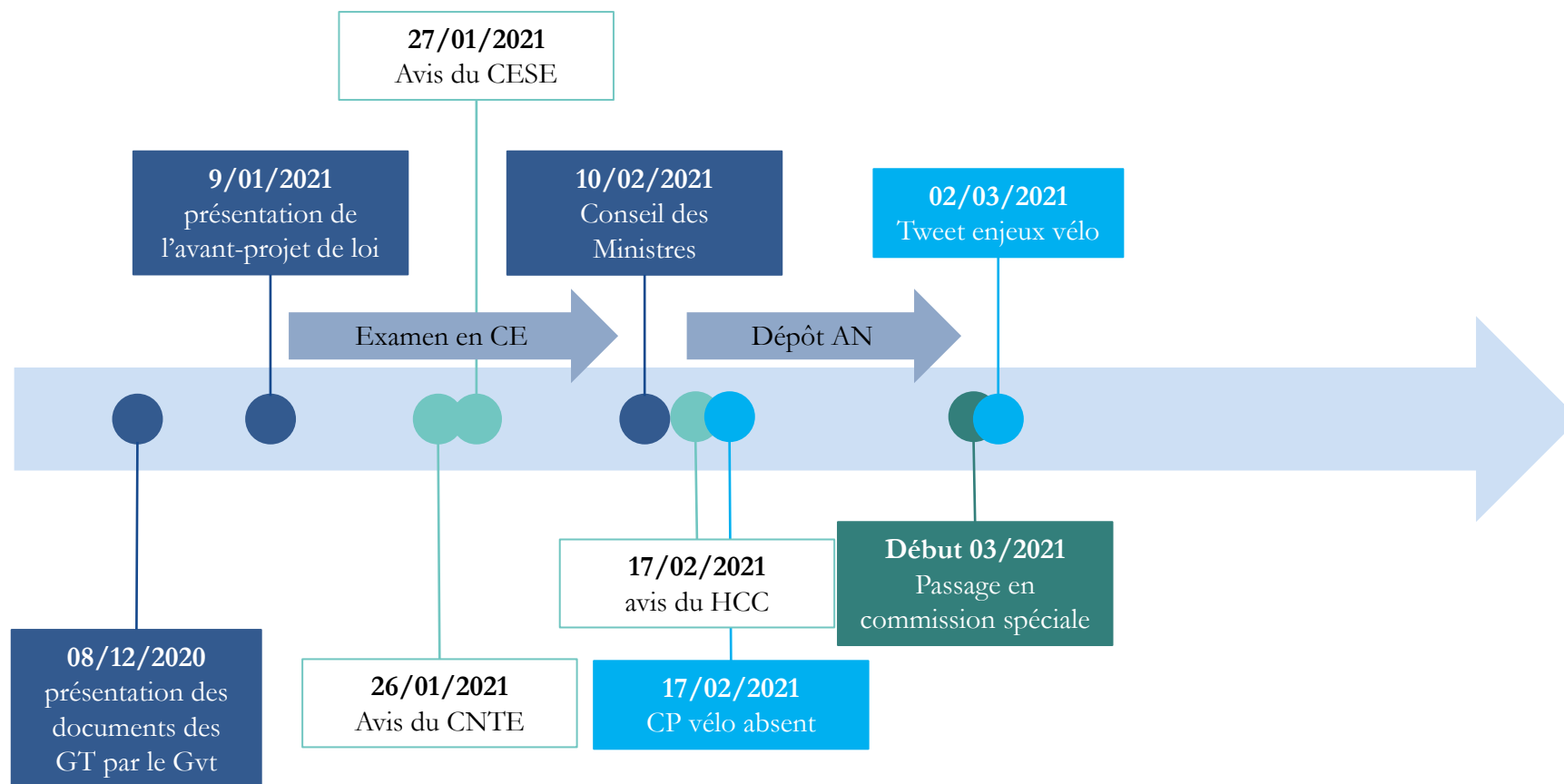
- La fin de quinquennat constitue un contexte d'opportunités et de menaces
 - Opportunités : volonté du Gvt d'afficher un bilan vert, porté par la présidence européenne à partir de janvier. Les parlementaires sont amenés à trouver des quick-wins : le vélo est idéal
 - Menaces : le Gvt ne souhaite pas rouvrir de front et analysera toute nouvelle demande avec une forme de méfiance. Les oppositions veulent trouver un os à ronger pour la présidentielle et affirmer les clivages.
- Les projets de lois avant la fin du quinquennat vont se compter sur les doigts de la main : PJL Climat et Résilience, PLF (peu probable : PJL 4D, PPLs)
- Démarche doit se penser en deux temps : susciter du débat, récolter des victoires

Mesures portées par la CCC

(1) Objectif de porter le sujet au débat public au travers d'amendements ou de prise de parole de parlementaires

(2) Objectif de faire entrer dans la loi/RG/promesse la mesure

Première activation presse + RS en vue de la commission




Activation par thème prioritaire (1/9)

SAVOIR ROULER À VÉLO : UNE PRIORITÉ DANS LA CREATION D'UN RÉFLÈXE VÉLO ET A LUTE CONTRE LA SÉDENTARITÉ

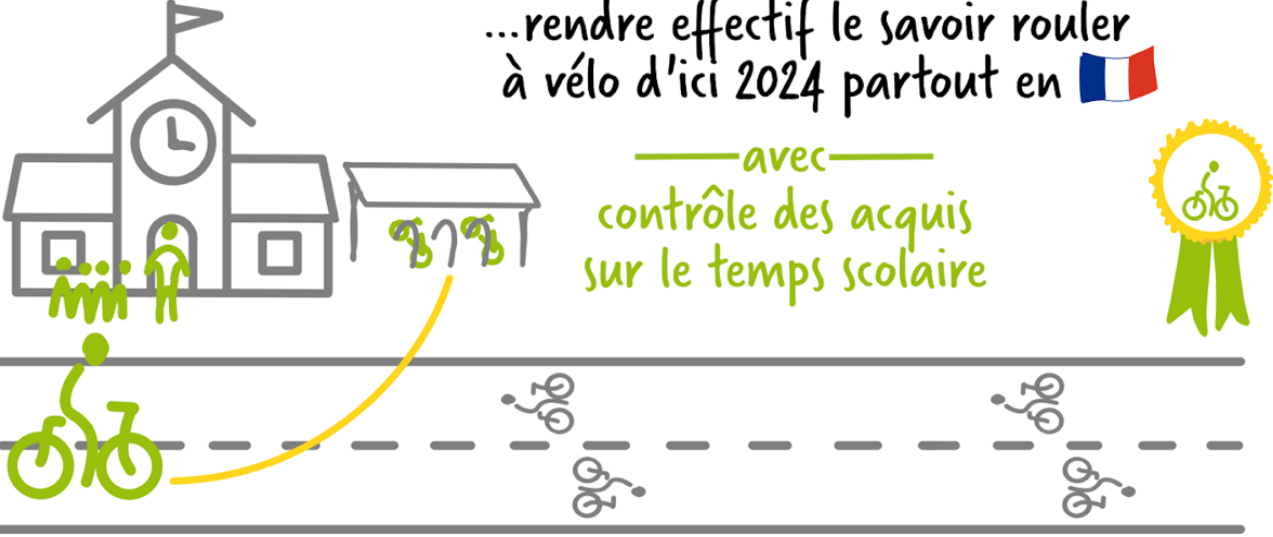
Spécial #LoiClimat

Créer un réflexe vélo dès le plus jeune âge


Pour susciter une véritable **génération vélo**, doter les écoles de pistes cyclables, de vélos, de stationnements dédiés et surtout...

...rendre effectif le savoir rouler à vélo d'ici 2024 partout en 

— avec —
contrôle des acquis sur le temps scolaire



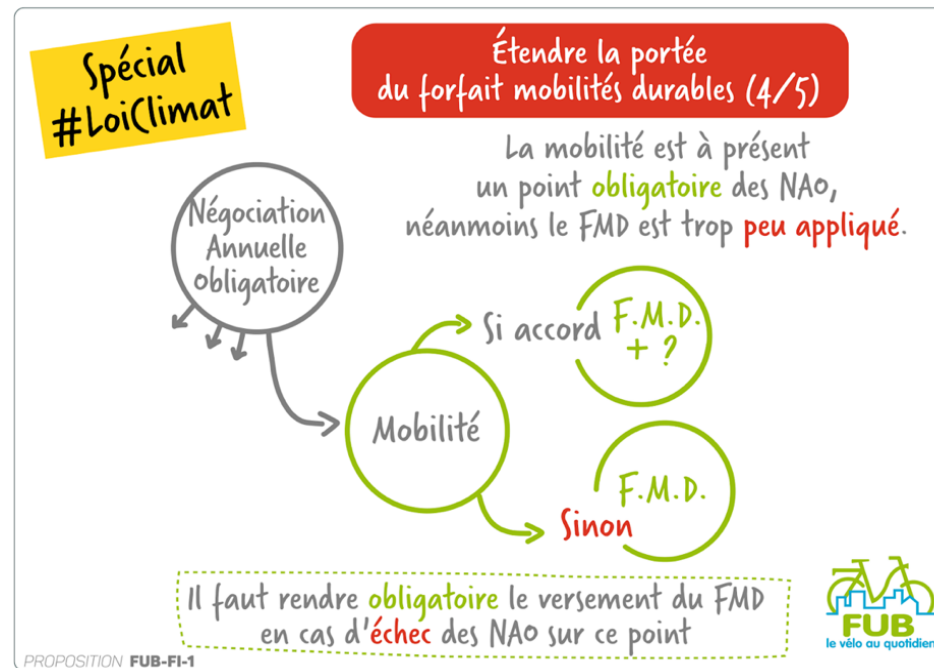
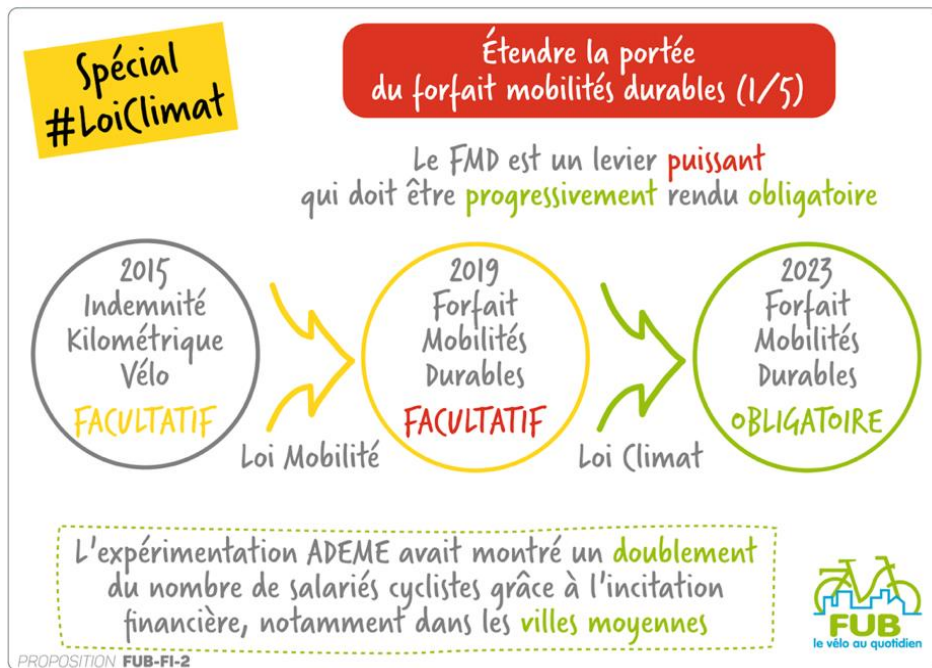
Rappel : en moyenne seulement **18 min d'activité physique par jour** contre recommandation OMS de **60 min par jour minimum**


FUB
le vélo au quotidien

PROPOSITION FUB-ED-1

Activation par thème prioritaire (2/9)

FORFAIT MOBILITÉS DURABLES : RENDRE SON APPLICATION OBLIGATOIRE DANS LES ENTREPRISES



Activation par thème prioritaire (3/9)

FORFAIT MOBILITÉS DURABLES : RENDRE LE CUMUL AVEC LES TC EFFECTIF AFIN DE FAVORISER L'INTERMODALITÉ

Spécial #LoiClimat

Étendre la portée du forfait mobilités durables (2/5)

Aujourd'hui, le FMD n'est pas conçu pour la complémentarité entre vélo et transports en commun, à cause de règles de cumul inadaptées

Cas 1 : Intermodalité

Cas 2 : Multimodalité

Ce sont pourtant les trajets intermodaux vélo PUIS train qui permettent les plus grands gains de CO₂ !

FUB
le vélo au quotidien

PROPOSITION FUB-FI-2

Spécial #LoiClimat

Étendre la portée du forfait mobilités durables (3/5)

Actuellement, il existe un plafond de cumul du FMD avec le remboursement de 50% des transports en commun, à hauteur de 200€ (secteur public) ou 500€ (privé) par an

Montant FMD max. 200-500€ / an une fois déduit 50% coût transport

montant résiduel dépendant du coût de l'abonnement

Une telle règle rend inefficace le rabattement cyclable vers le transport en commun là où le montant mensuel est important, notamment pour des trajets quotidiens en TER

FUB
le vélo au quotidien

PROPOSITION FUB-FI-1

Activation par thème prioritaire (4/9)

FORFAIT MOBILITÉS DURABLES : ALIGNER LES AVANTAGES ENTRE LES SECTEURS PRIVÉ ET PUBLIC

Spécial #LoiClimat

Étendre la portée du forfait mobilités durables (5/5)

Privé 500 € / an

Public 200 € / an

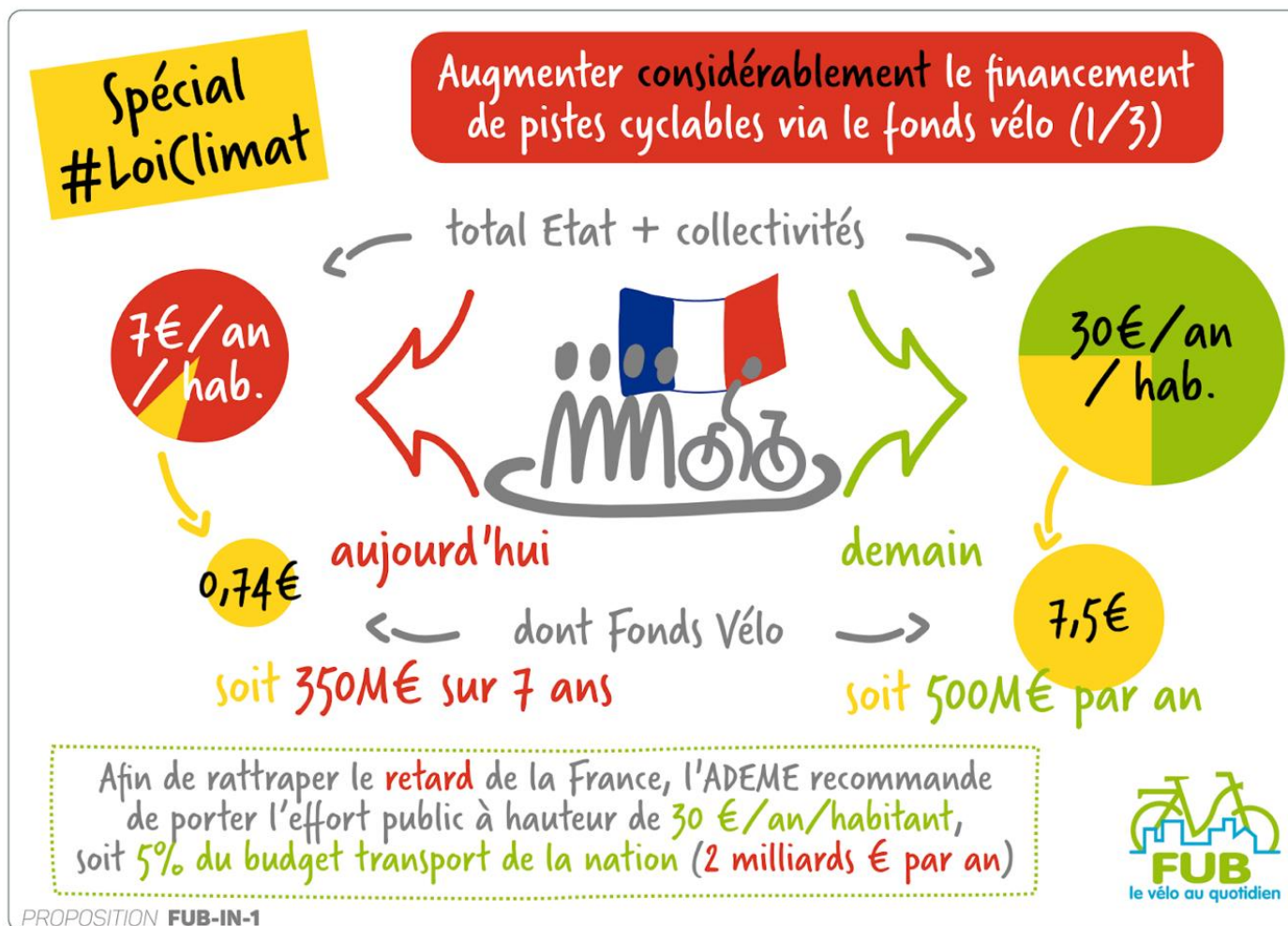
FMD

Par ailleurs, il faut aligner les montants entre public et privé, aujourd'hui l'inégalité est criante !

PROPOSITION FUB-FI-1

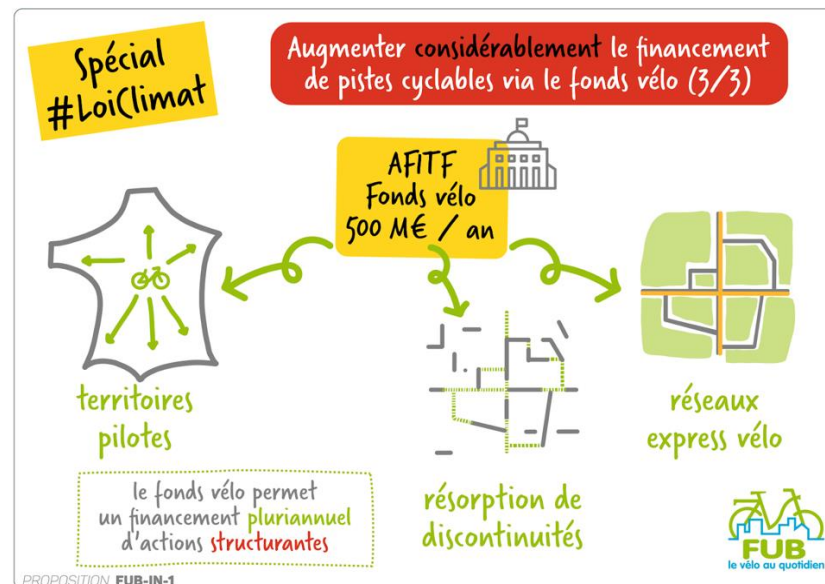
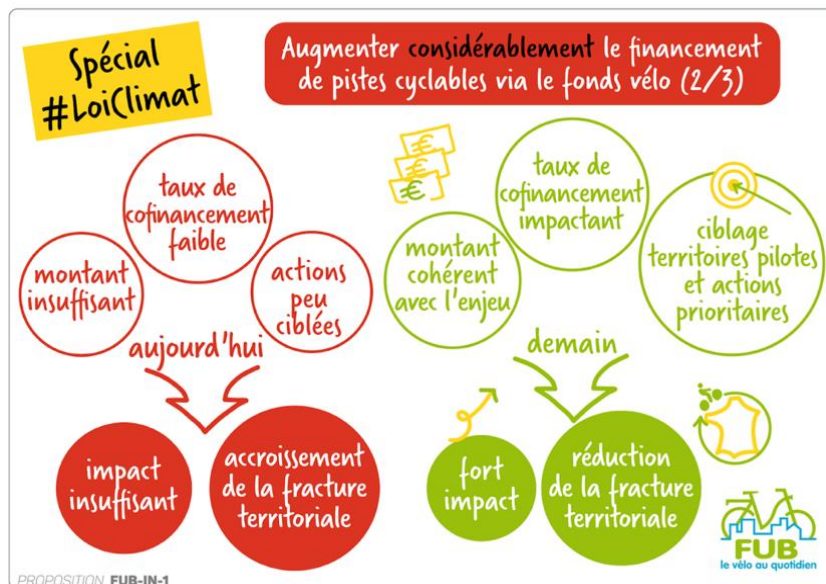
Activation par thème prioritaire (5/9)

FONDS VÉLO : INVESTIR 30€/HAB/AN DE FONDS PUBLICS POUR FINANCER LE SYSTÈME VÉLO



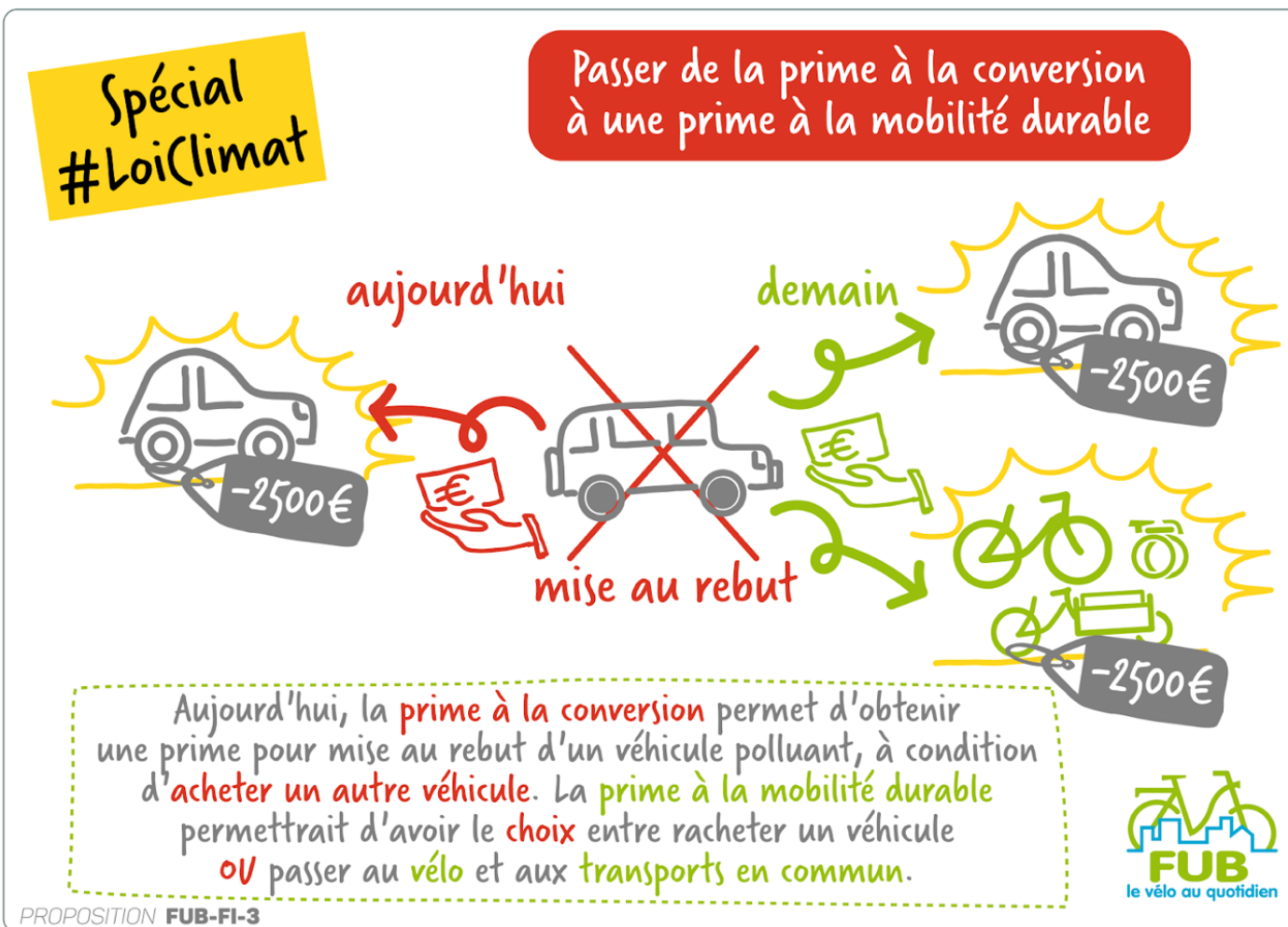
Activation par thème prioritaire (6/9)

FONDS VÉLO : FLÉCHER DAVANTAGE LES INVESTISSEMENTS PUBLICS POUR CRÉER DE VÉRITABLES EFFETS DE LEVIER



Activation par thème prioritaire (7/9)

OUVRIR LA PRIME À LA CONVERSION AUTOMOBILE À L'ACHAT D'UN VÉLO



Activation par thème prioritaire (8/9)

LUTTER CONTRE LES ACCIDENTS LIÉS AUX ANGLES MORTS DES POIDS LOURDS PAR LA POLICE DE CIRCULATION DES MAIRES

Spécial #LoiClimat

Le maire peut interdire la circulation de poids lourds non équipés de radars d'angles morts à certaines heures, dans un périmètre défini

limiter la place des véhicules à grand gabarit non dotés de détection avancée

ATTENTION ANGLES MORTS

! "Attention cycliste arrière droite"

! "Attention piétons avant droit"

FUB le vélo au quotidien

PROPOSITION FUB-UR-1

Activation par thème prioritaire (9/9)

CRÉER DES VILLES À VIVRE EN APAISANT LES VITESSES POUR FAVORISER LE 30KM/H

Spécial
#LoiClimat

Favoriser l'apaisement des vitesses,
pour des villes à vivre



axes principaux à 50
avec pistes cyclables
à haut niveau de service

généralisation du 30,
plan de circulation

"mon quartier n'est pas un raccourci"



Les études montrent que le passage à 30 km/h
réduit considérablement les accidents et le bruit,
sans allonger les temps de trajets, car le trafic est plus fluide



PROPOSITION FUB-UR-2

De nombreux RDV de plaidoyer organisés en un temps contraint

- **Audition parlementaire commune** avec CVTC et Vélo & Territoires
 - Travail avec le club des élus nationaux pour le vélo en lien avec le CVTC
- **20+ RDV parlementaires FUB**
 - Rencontre des responsables de texte, de rapporteur, d'élus « promoteurs » et d'élus « à convaincre »
 - Points réguliers avec **rapporteur thématique** (JM Zulesi FUB + asso locale)
 - Points avec la **présidente de la commission spéciale** (L. Maillart-Méhaignerie FUB + asso locale)
- **~30 contacts nourris &/ ou RDV parlementaires asso locales** (*voir IV.*)
- RDV FUB avec **cabinets ministériels** (Transports, Transition Ecologique) et **Premier ministre**
 - Echanges OS avec ministres



Un travail de plaidoyer et d'argumentation qui modifie les positions des acteurs :

- Prise de conscience du Gouvernement de la **nécessité d'intégrer le vélo dans la loi Climat**
- **Large coalition de groupes politiques** déposant nos amendements
- **Modification de la perception** de certains sujets (**ex. PAC, fonds vélo**)

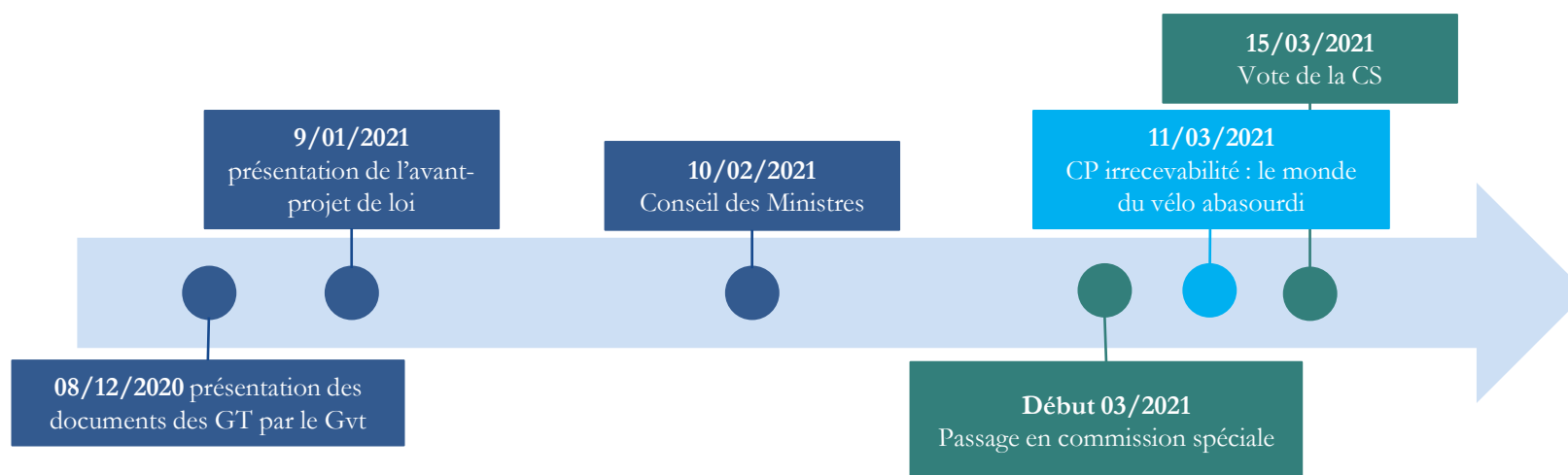
Le mur de l'irrecevabilité : un risque transformé en opportunité

■ Deux types d'irrecevabilité sont institués par la Constitution depuis la révision de 2009

- Article 40 : l'amendement crée une charge pour l'Etat (*interdit en loi ordinaire, autorisé en loi de finances*) ou baisse une recette publique (*autorisé en loi ordinaire si compensé*)
- Article 45 : contrôle a priori de constitutionnalité octroyé au président de commission ou de séance. L'objet de l'amendement ne présente pas de lien même indirect avec l'objet des dispositions du texte.

■ Sur 150 amendements vélo déposés par les parlementaires, **72,7% sont déclarés irrecevables : le vélo, intrus pour une loi climat ?**

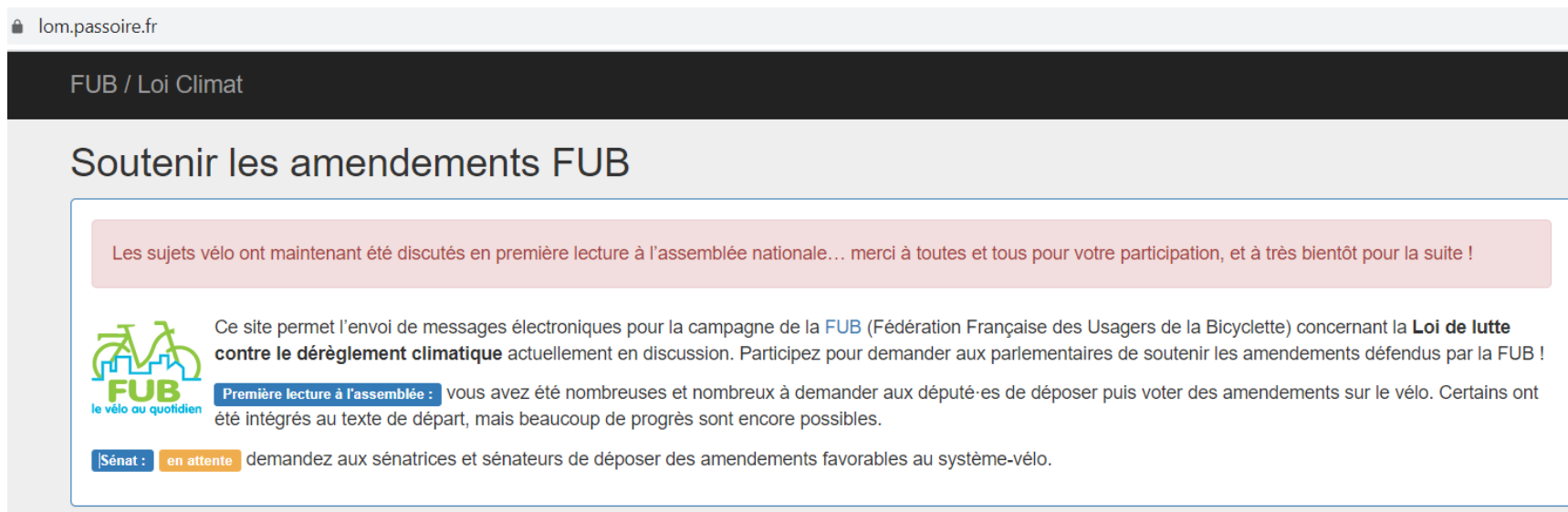
■ Communication réactive forte soulignant la faiblesse du débat démocratique, la stupéfaction du monde du vélo et **la mobilisation à venir en vue de l'examen en séance**



Chapitre IV : le réseau, pierre angulaire de la stratégie de plaidoyer

Une mobilisation hors norme pour interpeller les parlementaires

CRÉATION D'UNE PLATEFORME D'INTERPELLATION DES PARLEMENTAIRES




lom.passoire.fr

FUB / Loi Climat

Soutenir les amendements FUB

Les sujets vélo ont maintenant été discutés en première lecture à l'assemblée nationale... merci à toutes et tous pour votre participation, et à très bientôt pour la suite !

 Ce site permet l'envoi de messages électroniques pour la campagne de la FUB (Fédération Française des Usagers de la Bicyclette) concernant la **Loi de lutte contre le dérèglement climatique** actuellement en discussion. Participez pour demander aux parlementaires de soutenir les amendements défendus par la FUB !

Première lecture à l'assemblée : vous avez été nombreuses et nombreux à demander aux député·es de déposer puis voter des amendements sur le vélo. Certains ont été intégrés au texte de départ, mais beaucoup de progrès sont encore possibles.

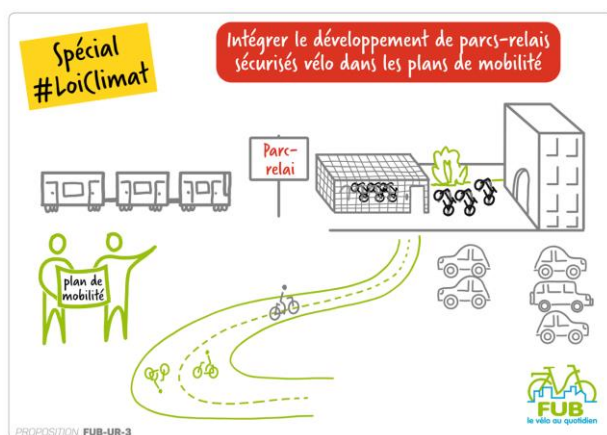
Sénat : **en attente** demandez aux sénatrices et sénateurs de déposer des amendements favorables au système-vélo.

4845 messages envoyés à destination des parlementaires

- Souligne le fort intérêt de la communauté animée par la FUB pour ce qui se passe à l'AN
- Témoigne du caractère profondément citoyen du sujet vélo
- Oblige les parlementaires à formuler des réponses aux citoyen.nes les interpellant

Exemple d'une mobilisation payante

- Remontée d'un sujet local prioritaire pour l'association : le stationnement des vélos
- Recherche d'une entrée légale possible pour l'amendement
- Travail avec la collaboratrice parlementaire d'un député du Rhône



Amendement n°3065

Déposé le mercredi 3 mars 2021

Discuté

[Dossier législatif](#) | [Version XML](#) | [Version JSON](#) | [Version PDF](#) | [Version HTML](#)

- Texte visé : Projet de loi n° 3875 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- Stade de lecture : 1ère lecture (1ère assemblée saisie)
- Examiné par : Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

ADOPTÉ

 (samedi 13 mars 2021)

▼ Déposé par :
M. Jean-Marc Zulesi

ARTICLE 26

Compléter l'alinéa 2 par les mots :

icn_downloaded

« ainsi que la mise en place de stationnements sécurisés pour vélos et engins de déplacement personnel ».

Une participation citoyenne relayée par le réseau

MOBILISATION DU 29 MARS 2021 EN FAVEUR D'UNE VRAIE LOI CLIMAT RELAYÉE PAR LE RESEAU FUB



Chapitre V : de nouvelles avancées pour le vélo au quotidien

Des avancées à souligner après l'examen à l'AN

- **Avancée #1** : outre l'extension de la prime à la conversion aux vélos, la prime au VAE est élargie aux artisans voulant acheter un vélo-cargo et un surbonus est instauré pour équiper les camions de détecteurs angles morts et protéger ainsi les piétons et les cyclistes (Add ap art 25)
- **Avancée #2** : intégration de la mise en place de stationnements sécurisés pour les vélos au niveau des parkings relais dans les plans de mobilités. (Art 26)
- **Avancée #3** : possibilité de dérogation au PLU afin de pouvoir remplacer des emplacements véhicules par des emplacements vélos sur certains parkings (tout en respectant les obligations globales). (Add ap art 26)
- **Avancée #4** : généralisation de l'installation de voies cyclables dans un périmètre de 5km autour des ZFE-m lors des aménagements ou réaménagements de voies (tout en restant dans le périmètre de l'EPCI). (Add ap art 27)
- **Avancée #5** : intégration des schémas cyclables dans les plans de mobilités et les SCOT (add ap art 26)

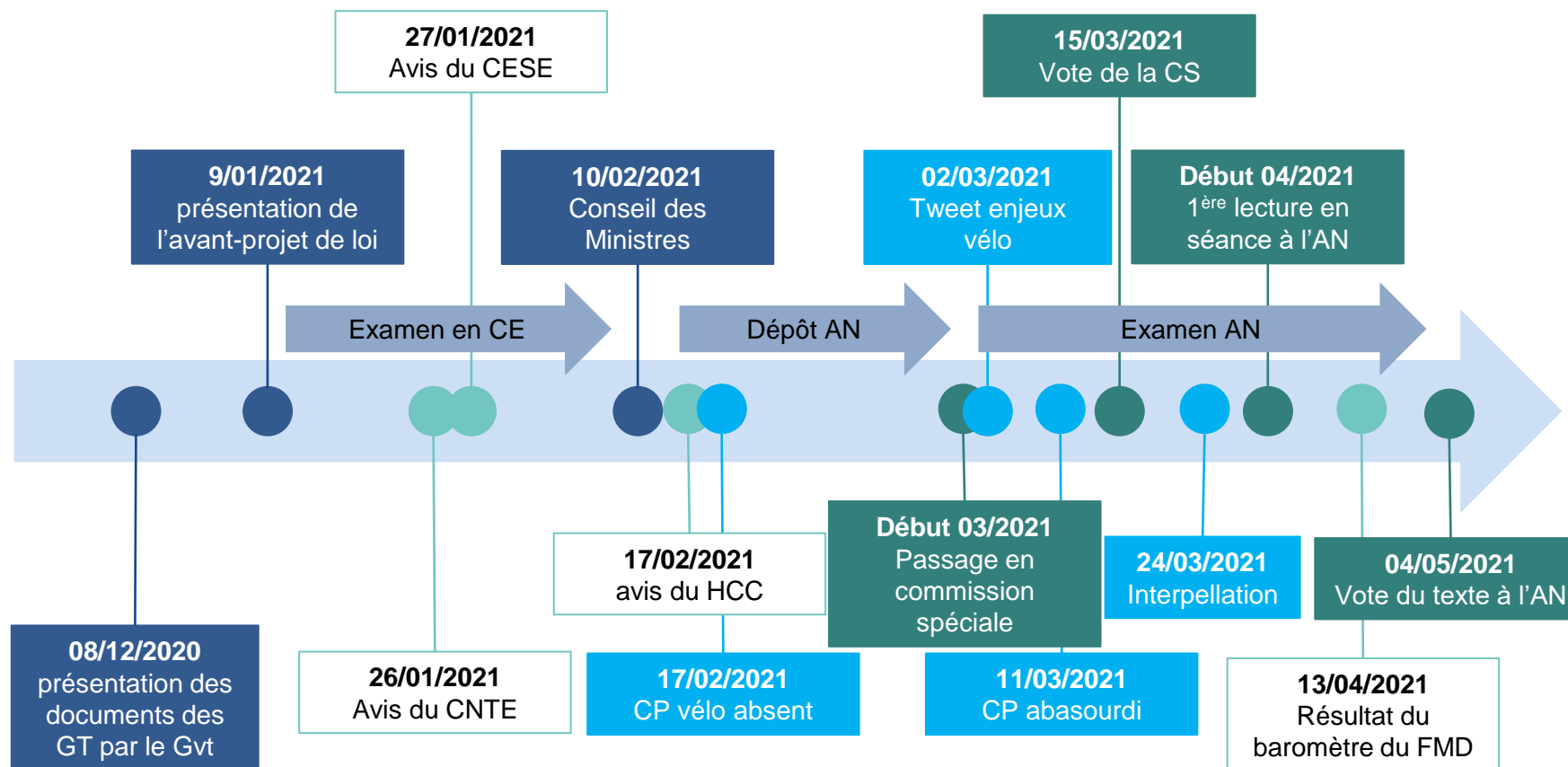
A l'occasion du débat en hémicycle a aussi été annoncé le **lancement du programme génération vélo, 21 millions d'€ pour déployer l'apprentissage du vélo des 6 à 11 ans en formant plus de 6000 intervenants pour assurer la formation des enfants et accompagner 800 000 enfants vers l'usage du vélo en autonomie**. Cette annonce fait écho à un amendement proposé par la FUB et déposé par tous les groupes politiques visant à assurer le déploiement effectif du savoir rouler à vélo.

La nécessité de poursuivre le travail

Certains sujets prioritaires doivent encore faire l'objet d'une attention particulière de notre part. Ils feront l'objet d'amendements lors de l'examen du projet de loi au Sénat :

- **Revendication #1** : Augmentation de l'accompagnement de l'Etat auprès des collectivités dans leurs politiques cyclables grâce au renforcement du fonds vélo national. L'objectif est d'atteindre 30€/hab/an d'investissement public.
- **Revendication #2** : Généraliser le forfait mobilités durables, assurer son cumul avec les transports en commun et aligner les avantages entre les secteurs privé et associatif et public.
- **Revendication #3** : Donner le pouvoir aux maires d'interdire à certaines heures et à certains endroits de leur commune la circulation des poids lourds (PTAC >3,5t) ne disposant pas d'équipement de détection des angles morts
- **Revendication #4** : Faire du 30km/h la norme en ville pour créer des villes à vivre dans un cadre apaisé
- **Revendication #5** : Favoriser l'usage de modes actifs ou peu émissifs chez les opérateurs de logistique urbaine (cc le travail de SoFUB sur ColisActiv')

Calendrier du PJJ Climat et Résilience – jusqu’au vote de l’AN



Suite de la procédure accélérée (1 seule lecture/ chambre) :

- **MAI/JUIN** – Commission au Sénat puis séance publique au Sénat – VOTE
- **ÉTÉ** – si désaccord : ouverture d’une procédure de conciliation, la Commission Mixte Paritaire (CMP)
- **SEPTEMBRE/OCTOBRE** – si échec de la CMP, nouvelle lecture devant l’Assemblée Nationale avec vote définitif
- **AUTOMNE** – promulgation de la loi